



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 4 décembre 2013 — N° 101

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean-Marie Huard.*
- La députée de La Pinière sur le sujet suivant : *Hommage aux organismes communautaires de La Pinière qui viennent en aide aux personnes démunies.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *PUR Vodka, meilleure vodka au monde.*
- Le député de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *Association Messinese de Montréal.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Rappeler l'importance des événements « Guignolée » dans Beauce-Nord et au Québec.*
- La députée de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Soirée reconnaissance organisée par le Comité régional en économie sociale de la Conférence régionale des élus de Laval.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à l'Association de soccer de Laval.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Le prix AMPRO remis à la Maison des naissances Colette-Julien de Mont-Joli.*
- Le député de Rivière-du-Loup-Témiscouata sur le sujet suivant : *Les gagnants du gala des Prestiges de la MRC de Rivière-du-Loup.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Deux Berthelais ont gravi le Kilimandjaro.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission des institutions qui, les 17 avril, 19 et 24 septembre 2013, a procédé à l'étude du rapport *Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, à l'étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 et à l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Commissaire au lobbyisme du Québec. Le rapport contient deux recommandations.

Rapport déposé le **3 décembre 2013**

Sous réserve des dispositions du 2e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **18 décembre 2013**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**
- 3) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné le **25 septembre 2013**

- 4) Projet de loi n° 34
Loi donnant suite au discours sur le budget du 20 novembre 2012 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **15 mai 2013**
- 5) Projet de loi n° 36 *
Loi sur la Banque de développement économique du Québec
Présenté par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **28 mai 2013**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 6) Projet de loi n° 44
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones
Présenté par la ministre déléguée aux Affaires autochtones le **4 juin 2013**
- 7) Projet de loi n° 47
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption, d'autorité parentale et de divulgation de renseignements
Présenté par le ministre de la Justice le **14 juin 2013**
- 8) Projet de loi n° 49
Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées
Présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles le 12 juin 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 novembre 2013**
- 9) Projet de loi n° 53
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **7 novembre 2013**
- 10) Projet de loi n° 55
Loi modifiant la Loi sur l'impôt minier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **12 novembre 2013**

- 11) Projet de loi n° 56
Loi modifiant la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
le **19 septembre 2013**
- 12) Projet de loi n° 58
Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant
principalement le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 13) Projet de loi n° 59
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et
diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 14) Projet de loi n° 60
Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État
ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les
demandes d'accommodement
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la
Participation citoyenne le **7 novembre 2013**
- 15) Projet de loi n° 61
Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement
par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie
de la construction
Présenté par le ministre de la Justice le 13 novembre 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le
3 décembre 2013
- 16) Projet de loi n° 62
Loi modifiant le Code des professions pour permettre une suspension ou une
limitation provisoire immédiate des activités d'un professionnel
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application
des lois professionnelles le **14 novembre 2013**
- 17) Projet de loi n° 63
Loi sur le financement de certaines commissions scolaires pour les exercices
financiers 2014-2015 et 2015-2016
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le
14 novembre 2013

Étude détaillée en commission

- 18)** Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 19)** Projet de loi n° 28
Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
Présenté par le ministre de la Justice le 30 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **24 septembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 20)** Projet de loi n° 37
Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 15 mai 2013
Principe adopté le 26 novembre 2013
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement le **3 décembre 2013**
- 21)** Projet de loi n° 51
Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Justice le 13 juin 2013
Principe adopté le **6 novembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

22) Projet de loi n° 52
Loi concernant les soins de fin de vie
Présenté par la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse le 12 juin 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 octobre 2013
Principe adopté le **29 octobre 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

23) Projet de loi n° 65
Loi concernant le remplacement et la reconstitution des actes notariés en minute détruits lors du sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic
Présenté par le ministre de la Justice le 19 novembre 2013
Principe adopté le **27 novembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

24) Projet de loi n° 35
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits
Présenté par le ministre de la Justice le 17 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2013
Principe adopté le 28 mai 2013
Rapport de la Commission des institutions déposé le **27 novembre 2013**

25) Projet de loi n° 45
Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie le 15 mai 2013
Principe adopté le 4 juin 2013
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **3 décembre 2013**

Adoption

- 26) Projet de loi n° 64
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par le ministre délégué aux Régions le 14 novembre 2013
Principe adopté le 26 novembre 2013
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le **3 décembre 2013**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 27) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 28) Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 29) Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 30) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**
- 31) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**
- 32) Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**

- 33)** Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**
- 34)** Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**
- 35)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 36)** Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**
- 37)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**
- 38)** Projet de loi n° 392
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Lévis le **30 avril 2013**
- 39)** Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi électorale afin de prolonger le délai pour récupérer une contribution contrevenant à cette loi
Présenté par le député de Mercier le **2 mai 2013**
- 40)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec et d'autres dispositions législatives afin de faciliter l'intégration des immigrants au marché du travail
Présenté par la députée de Jeanne-Mance–Viger le **21 mai 2013**

- 41) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool
Présenté par le député de Huntingdon le **7 juin 2013**
- 42) Projet de loi n° 397
Charte des municipalités
Présenté par le député de Beauce-Nord le **24 octobre 2013**
- 43) Projet de loi n° 398
Charte de la laïcité de l'État québécois
Présenté par la députée de Gouin le **9 octobre 2013**
- 44) Projet de loi n° 399
Loi visant à enrayer la maltraitance des personnes vulnérables hébergées dans le réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par la députée de Saint-Henri–Sainte-Anne le **10 octobre 2013**
- 45) Projet de loi n° 490
Loi modifiant le Code de procédure pénale afin de normaliser pour les mineurs les amendes imposées en vertu du Code de la sécurité routière
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **22 octobre 2013**
- 46) Projet de loi n° 492
Charte de la laïcité
Présenté par la députée de Montarville le **23 octobre 2013**
- 47) Projet de loi n° 493
Loi proclamant le Mois du nanisme
Présenté par la députée de Gouin le **24 octobre 2013**
- 48) Projet de loi n° 494
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'hépatite C
Présenté par le député de Mercier le **29 octobre 2013**
- 49) Projet de loi n° 495
Loi fixant les conditions pour dissoudre l'Assemblée nationale avant l'expiration d'une législature
Présenté par le député de Mercier le **30 octobre 2013**

50) Projet de loi n° 496

Loi visant à prévenir et à réduire les conséquences liées à un traumatisme crânien ou à une commotion cérébrale chez un élève pratiquant une activité sportive scolaire

Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **30 octobre 2013**

51) Projet de loi n° 497

Loi concernant la mise en œuvre dans le domaine municipal de certaines recommandations du rapport *Innover pour pérenniser le système de retraite*

Présenté par le député de Lévis le **31 octobre 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

52) Projet de loi n° 207

Loi concernant la Ville de Windsor

Présenté par la députée de Richmond le **5 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

53) Projet de loi n° 210

Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre

Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **13 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

54) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Ville de Sherbrooke

Présenté par le député de Sherbrooke le **14 novembre 2013**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 39

Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite

Adopté le **3 décembre 2013**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat conféré par une loi

- Audition portant sur la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement.
- Audition portant sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
- Audition portant sur les services à domicile.
- Audition portant sur la non-production de déclarations à Revenu Québec.

- Audition portant sur le contrôle et la surveillance de l'assainissement des eaux usées municipales et le contrôle et la surveillance de la production d'eau potable.
- Audition portant sur les interventions gouvernementales dans le secteur minier.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étude de l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge* (mandat confié le 13 novembre 2013).

Mandat d'initiative

- Audition du Forestier en chef relativement à l'application du nouveau régime forestier.
- Production d'un rapport relativement au mandat de surveillance entrepris lors de la 39^e législature à l'égard de La Financière agricole du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Windsor (mandat confié le 5 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 14 novembre 2013).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 30 mai 2013).

Mandat conféré par une loi

- Examen du plan stratégique 2012-2016 de la Société de télédiffusion du Québec.
- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société de télédiffusion du Québec.
- Musée national des beaux-arts du Québec.
- Musée de la civilisation.
- Musée d'art contemporain de Montréal.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Utilisation inappropriée de fonds publics par Tourisme Montréal (mandat confié le 28 novembre 2013).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

- Audition du ministre de la Justice concernant les commentaires de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rendus publics le 17 octobre 2013 sur les orientations gouvernementales au sujet du projet de charte des valeurs québécoises ainsi que sur le caractère inconstitutionnel du projet gouvernemental (mandat confié le 14 novembre 2013).

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 60**, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement (mandat confié le 12 novembre 2013).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 65**, Loi concernant le remplacement et la reconstitution des actes notariés en minute détruits lors du sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic (mandat confié le 27 novembre 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile (mandat confié le 24 septembre 2013).
- **Projet de loi n° 51**, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 6 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 65**, Loi concernant le remplacement et la reconstitution des actes notariés en minute détruits lors du sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic (mandat confié le 27 novembre 2013).
- **Projet de loi n° 210**, Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre (mandat confié le 13 novembre 2013).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.
- Audition du Directeur général des élections.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire à l'éthique et à la déontologie.
- Commissaire à la lutte contre la corruption.
- Tribunal administratif du Québec.
- Office des professions du Québec.

Mandat d'initiative

- Audition de M. Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec, du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et du ministre des Finances et de l'Économie dans le cadre des négociations concernant l'entente de principe survenue le 18 octobre 2013 relativement à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, et des suites à y donner.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011 et 2012.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011 et 2012.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 52**, Loi concernant les soins de fin de vie (mandat confié le 29 octobre 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac.
- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Montérégie, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 14 février 2013).
- Étude des rapports annuels 2012-2013 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale, Montérégie, Laval, Outaouais, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal (déféré le 2 octobre 2013); Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (déféré le 10 octobre 2013); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 7 novembre 2013).
- Étude du rapport annuel 2012-2013 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 12 novembre 2013).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 37**, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste (mandat confié le 3 décembre 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste (mandat confié le 3 décembre 2013).

Mandat confié par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 22) M. Sklavounos (Laurier-Dorion) – **6 novembre 2013**
À la ministre des Ressources naturelles :

Le 22 novembre 2012, la première ministre a annoncé, en marge du Conseil de la fédération, la création d'un comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole et son acheminement vers le Québec.

Le 29 mai 2013, l'Assemblée nationale a adopté la motion suivante :

« Concernant le projet d'Enbridge d'inverser le pipeline numéro 9, que l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste qu'il prenne les mesures nécessaires afin que les analyses économiques, environnementales et sociales, ainsi que les consultations, soient complétées avant le 1^{er} décembre 2013;

« Que dans l'intervalle, toutes les études et tous les rapports produits, découlant du comité conjoint ou à l'initiative du gouvernement du Québec, soient rendus publics dans les quinze jours suivant leur réception, y compris le rapport économique que possède depuis plus d'un mois le ministre des Finances. »

Le gouvernement n'a pas donné suite à cette motion. Nous demandons donc au gouvernement :

- Est-ce qu'un ou des rapports ou autres documents ont été produits par le Comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le ministre ou un membre de son cabinet ont reçu copie de ces rapports ou autres documents ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le gouvernement de l'Alberta a reçu les rapports ou autres documents du Comité ? Le cas échéant, à quelle date ?

23) M. Dubé (Lévis) – **7 novembre 2013**

Au ministre des Finances et de l'Économie :

À la lumière des plus récentes déclarations du ministre des Finances et de l'Économie et de ce qu'ont rapporté plusieurs médias d'information, il devient de plus en plus probable que le Québec soit toujours en déficit en 2013-2014. Si nous voulons que les parlementaires puissent prendre les meilleures décisions possibles lors des prochains débats sur la situation budgétaire du gouvernement, les députés de tous les partis représentés à l'Assemblée nationale doivent avoir l'heure juste quant au contrôle des dépenses de l'État. Ainsi, il importe que lors de la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie, les renseignements fournis sur les finances publiques fassent ressortir clairement l'ensemble des informations consolidées de la situation budgétaire.

Je demande au ministre des Finances et de l'Économie de fournir le portrait de la croissance des dépenses de programmes et des dépenses consolidées et que l'information demandée :

- apparaisse de manière comparable à celles des pages 31 et 81 des comptes publics 2012-2013 (volume 1) ;

- concernant celle portant sur les organismes non budgétaires et les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, qu'elle puisse apparaître de façon à comprendre, sur une base comparable, les prévisions de revenus et de dépenses (au total) ainsi que leur variation par rapport à l'année dernière, et ce, de manière ventilée.

24) M. Bonnardel (Granby) – **12 novembre 2013**

Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Au point 4 de la section 2 du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, on mentionne qu'une enceinte doit :

- empêcher le passage d'un objet sphérique de 10 cm de diamètre ;
- être d'une hauteur d'au moins 1,2 m ;
- être dépourvue de tout élément de fixation, saillie ou partie ajourée pouvant en faciliter l'escalade.

La Ville de Granby veut savoir si les clôtures courantes en fer forgé de 1,2 mètre de hauteur sont conformes au Règlement. Il faut comprendre que ces clôtures sont équipées d'une pièce de métal horizontale localisée à environ 15 cm du sol et 15 cm du haut, dont la vocation est de solidifier la structure.

Lorsque l'on consulte votre ministère sur le sujet, on nous avise que ce genre de questions exige une interprétation du Règlement et que, par conséquent, elles sont d'ordre juridique et que le ministère ne donne en aucun cas d'avis juridiques aux municipalités, qui normalement doivent s'en remettre aux conseils de leurs services juridiques respectifs.

Or, si le ministère s'en remet aux municipalités pour interpréter ses règlements, n'ouvre-t-il pas la porte à une réglementation différente dans chacune des municipalités ?

25) M. Bonnardel (Granby) – **19 novembre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

À l'article 20 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, il est stipulé que l'aide financière accordée à une personne physique, sauf s'il s'agit d'un employeur, est incessible et insaisissable, à l'exception de la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui excède un montant fixé par règlement, laquelle est saisissable pour dette alimentaire jusqu'à concurrence de 50 %.

Présentement, si un jugement est rendu par la Régie du logement contre un locataire qui est bénéficiaire du Programme de solidarité sociale ou du Programme d'aide sociale, le propriétaire dudit logement ne peut faire exécuter cette décision car les prestations sont insaisissables.

Or, cet article de la loi, qui se veut une protection pour les bénéficiaires, leur cause en fait préjudice en les rendant bien souvent indésirables auprès des propriétaires de logements. La ministre estime-t-elle qu'il serait souhaitable de modifier cette loi de façon à ce que, lorsqu'un jugement est rendu contre un tel bénéficiaire, des montants puissent être prélevés sur leur aide financière de dernier recours par Revenu Québec, au même titre que lorsqu'ils ont une dette envers Revenu Québec ?

26) M. Deltell (Chauveau) – **27 novembre 2013**

Au ministre des Transports :

En juin 2006, le Québec se dotait d'une politique en matière du transport collectif intitulée *Pour offrir de meilleurs choix aux citoyens*. Ce document met en lumière les dimensions économiques, environnementales et sociales liées à l'utilisation du transport collectif et à son accessibilité.

Or, voilà que l'année dernière, des changements dans les modalités du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif régional ont eu pour conséquence de réduire de 265 000 \$ l'aide financière que le ministère accordait annuellement à la MRC de la Jacques-Cartier. Cette diminution de l'aide survient alors que l'on constate une augmentation de la population de la MRC ainsi que des besoins grandissants en transport collectif pour ces citoyens désirant se rendre dans l'agglomération de Québec.

Mme Francine Breton, directrice générale de la MRC, a envoyé une lettre le 19 septembre dernier à Mme France Dompierre, directrice au ministère des Transports, demandant des mesures de financement pour un montant de 500 000 \$.

La MRC de la Jacques-Cartier doit adopter son budget d'opération le 4^e mercredi de novembre, mais comme la réponse reçue du ministère ne garantit aucune somme d'argent, elle ne peut donc pas planifier adéquatement son offre de transport collectif en ne connaissant pas les montants qui lui seront octroyés. Le ministre des Transports peut-il nous expliquer pourquoi le ministère a coupé la subvention à la MRC de la Jacques-Cartier ? Est-ce qu'il s'engage à annuler cette coupure qui affecte durement la MRC ?

Est-ce que le ministre s'engage à considérer les besoins particuliers de la MRC de la Jacques-Cartier dans sa Politique de mobilité durable ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 7 juin 2013
Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.*
- b) 3 décembre 2013
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec – *ministre des Transports.*
- c) 3 décembre 2013
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel – *ministre de la Culture et des Communications.*

Projets de loi publics au nom des députés

- d) 27 novembre 2012
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon.*
- e) 7 juin 2013
Loi sur le commissaire à l'intégrité politique et administrative – *député de Saint-Jérôme.*
- f) 3 décembre 2013
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement en fonction de la date d'embauche relatives aux régimes complémentaires de retraite et aux régimes d'assurance collective – *député de Mercier.*

- g) 3 décembre 2013
Loi modernisant les dispositions relatives aux briseurs de grève et modifiant le Code du travail – *députée de Gouin.*

Projets de loi d'intérêt privé

- h) 12 novembre 2013
Loi concernant Tricentris, centre de tri – *député d'Argenteuil.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant la Loi sur les mines – *ministre des Ressources naturelles.*